

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-17 du 7 mai 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent par décret présidentiel un nouveau régime de sanctions à l'encontre du gouvernement cubain

Climat – énergie – environnement

Brèves

Transport et infrastructure

2. Les États-Unis renouvèlent leur opposition à une décarbonation du secteur maritime lors des négociations à l'OMI
3. Le secrétaire aux Transports prend des mesures d'urgence en faveur des passagers et employés de Spirit Airlines

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le salon Vinexpo Americas 2026 s'est tenu à Miami du 29 au 30 avril avec de nombreux exposants français
5. Maryland : une filière équine d'envergure tournée vers l'avenir

Numérique et innovation

6. Le CAISI signe des accords d'évaluation pré-déploiement avec Google DeepMind, Microsoft et xAI

Santé

7. HHS lance un plan d'action contre la surprescription de médicaments psychiatriques
8. La Cour Suprême rétablit temporairement l'accès à la pilule abortive par correspondance

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis adoptent par décret présidentiel un nouveau régime de sanctions à l'encontre du gouvernement cubain

Le 1^{er} mai, le président Donald Trump a [adopté](#) par décret un nouveau régime de sanctions à l'encontre du gouvernement américain, prévoyant un gel des avoirs et une interdiction d'entrée sur le territoire américain. Le département du Trésor et le département d'Etat sont ainsi désormais appelés à procéder à des désignations sur ce fondement.

Ce nouveau régime se fonde sur le décret du 29 janvier 2026 qui a déclaré une urgence nationale, estimant que le gouvernement cubain constitue une menace grave et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis.

Brèves

- Les premiers remboursements des droits IEEPA [devraient](#) intervenir à compter du 11 mai, selon le juge Eaton de la Cour du commerce international des États-Unis.

Climat – énergie – environnement

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 30 avril un nouvel appel d'offres portant sur l'attribution de 92,5 millions de barils de pétrole brut issus de la Réserve nationale stratégique (SPR) de pétrole. Cette action s'inscrit dans la mobilisation de 172 millions de barils de la SPR décidée par le président D. Trump, dans le cadre d'une action coordonnée avec les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie visant à mettre sur le marché 400 millions de barils issus des réserves stratégiques. Le DoE indique que 80 millions de barils ont déjà été attribués lors des deux précédents appels d'offres. Ces volumes seront restitués par les entreprises avec une prime en barils supplémentaires, ce qui permettra d'accroître la SPR.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le 1^{er} mai une clarification précisant que la réglementation fédérale actuelle permet aux producteurs de pétrole et de gaz naturel de poursuivre, dans des circonstances limitées, le

torchage de routine du gaz associé dans les nouveaux puits de pétrole après la date limite de suppression de cette pratique fixée au 7 mai 2026. L'EPA précise que cette [clarification](#) répond directement aux préoccupations de plusieurs exploitants du secteur, qui craignaient que des situations indépendantes de leur volonté ne les obligent à interrompre la production d'énergie.

- L'Agence de protection de l'environnement a [annoncé](#) le 6 mai la publication de l'[EPA Permitting Authority Map](#) permettant d'identifier facilement quelles autorités (fédérales, États, collectivités locales ou tribales) sont responsables de la délivrance des permis environnementaux sur un territoire donné. Cet outil vise à simplifier et rendre plus transparent le processus d'autorisation, souvent jugé complexe, en indiquant clairement qui détient la compétence pour délivrer les permis dans les différents programmes environnementaux.

Transport et infrastructure

2. Les États-Unis renouvèlent leur opposition à une décarbonation du secteur maritime lors des négociations à l'OMI

Le Département d'Etat (DoS) s'est [félicité](#), dans un communiqué du 1^{er} mai, que la coalition menée par les États-Unis ait réussi à fracturer le soutien à « la taxe carbone mondiale de l'OMI », protégeant ainsi les intérêts économiques américains. La coalition regroupait l'Arabie Saoudite, le Libéria, le Panama et l'Argentine.

Le communiqué précise que, lors de la [84^e session du Comité de protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale \(MEPC 84\)](#), qui s'est tenue du 27 avril au 1^{er} mai à Londres, les diplomates américains ont réussi à mettre en œuvre la politique étrangère America First du président Trump en forçant l'organisation à négocier des propositions alternatives au Cadre Net-Zéro (Net Zero framework ou NZF). Les États-Unis rappellent qu'ils restent fermement opposés au NZF qu'ils considèrent comme imposant « une taxe carbone mondiale aux consommateurs américains ainsi qu'à [leurs] industries du transport maritime et de l'énergie ».

Selon le communiqué, l'approbation par le comité pour tenir une session de groupe de travail en vue de discuter davantage des propositions alternatives - y compris celles du Japon, du Panama, de l'Argentine et du Libéria, qui représentent plus de 30 % du tonnage

mondial - « signale un effondrement total du soutien à la proposition originale de la NZF ».

Cette position s'inscrit dans la continuité de la ligne défendue par les États-Unis à l'OMI lors du dernier MEPC d'octobre 2025 [voir Brèves sectorielles du [17 octobre 2025](#)] où l'adoption d'un accord sur la décarbonation du secteur maritime avait échoué conformément à la volonté de l'administration américaine.

L'Organisation maritime internationale a [publié](#) de son côté un communiqué mettant en évidence un progrès par rapport à la dernière session d'octobre et indiquant que le MEPC est « de retour sur la bonne voie » vers un consensus sur les émissions mondiales liées au transport maritime.

3. Le secrétaire aux Transports prend des mesures d'urgence en faveur des passagers et employés de Spirit Airlines

Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 2 mai une série de mesures coordonnées avec les compagnies aériennes américaines pour accompagner les passagers et les employés de Spirit Airlines, dont la cessation d'activité a été officiellement annoncée le même jour. Plusieurs compagnies dont United, Delta, JetBlue et Southwest ont ainsi accepté de plafonner temporairement leurs tarifs pour les détenteurs de billets Spirit Airlines devant se réorienter vers d'autres compagnies. Des tarifs préférentiels sur les routes auparavant desservies par Spirit sont également proposés par American Airlines, Delta, Allegiant et Frontier. Les anciens employés de Spirit pourront enfin bénéficier d'entretiens d'embauche préférentiels par la plupart des grandes compagnies, notamment American Airlines et United. Dans son communiqué, le Département des transports a souhaité rappeler que « Lorsque l'administration Biden et Buttigieg a bloqué une fusion proposée entre Spirit et JetBlue en 2024, ils se sont vantés que c'était « une victoire pour les voyageurs américains qui méritent des prix plus bas et de meilleurs choix. ». Les démocrates au Congrès opposés à la fusion ont déclaré qu'elle aurait « conduit à moins de vols et à des tarifs plus élevés. »

Brèves

- Le Département des transports (DoT) s'est [félicité](#) dans un communiqué du 30 avril de l'inauguration du premier vol commercial entre les États-Unis et le Venezuela depuis sept ans. Ce vol d'American Airlines (opéré par Envoy Air) volera quotidiennement entre l'aéroport international de Miami et l'aéroport international Simón Bolívar. Selon le communiqué, d'autres compagnies aériennes américaines auraient

manifesté un fort intérêt pour la restauration des opérations à Caracas et sur d'autres destinations au Venezuela.

- L'Administration fédérale de l'aviation (FAA) a [publié](#) le 6 mai une [proposition de règle](#) permettant à certaines catégories de sites d'infrastructures critiques de demander des restrictions sur l'exploitation des drones autour de leurs installations. Les restrictions seront approuvées sur la base de critères de sécurité ou de sûreté. Seize secteurs seraient éligibles à des restrictions, notamment la production d'énergie, les systèmes de transport, les installations chimiques, les stations d'épuration et les complexes industriels de défense. Une [fiche de synthèse](#) sur la règle proposée est disponible et la période de commentaires ouverte jusqu'au 6 juillet 2026.

Industrie

Brèves

- Le 3 mai 2026, le Financial Times [rapporte](#) que les constructeurs automobiles américains General Motors, Ford et Stellantis anticipent un choc de près de 5 Md\$ lié à la hausse des prix des matières premières, dans le contexte du conflit en Iran. La hausse des coûts, notamment de l'aluminium, des plastiques et du transport, pourrait peser sur les marges et conduire les groupes à réduire les remises ou augmenter les prix si la situation se prolonge, alors que les chaînes d'approvisionnement restent sous tension.
- Le 4 mai dernier, le Wall Street Journal [rapporte](#) que la faillite de Spirit Airlines devrait entraîner une hausse des prix des billets d'avion aux États-Unis. Compagnie ultra low-cost historique, Spirit contribuait à maintenir des tarifs bas en exerçant une pression concurrentielle sur les autres acteurs. Sa disparition intervient dans un contexte déjà inflationniste, marqué notamment par la hausse des prix du carburant, alors que les tarifs domestiques ont déjà progressé de 24 % depuis janvier.
- Les fédérations automobiles américaine Autos Drive America (qui représente les constructeurs étrangers opérant aux USA) et allemande VDA [appellent](#) à la désescalade entre Washington et Bruxelles suite à l'annonce par D. Trump de droits additionnels de 25% sur les véhicules européens. VDA a souligné que le coût de ces droits, qui serait « énorme » pour le secteur automobile européen, dans un contexte déjà

difficile, se répercuterait probablement sur les consommateurs américains, et a enjoint l'UE à « enfin ratifier sa part de l'accord conclu l'été dernier ». Autos Drive America a aussi jugé que l'annonce de nouveaux droits américains « mena[çait] les progrès déjà accomplis » en matière d'ouverture des marchés, appelant les deux parties à honorer l'accord de l'année dernière et à trouver rapidement une solution.

- Le NYT se [fait l'écho](#) des difficultés rencontrées par de nombreuses PME face aux droits de douane et à la procédure de remboursements IEEPA. L'article rappelle que, selon la Manhattan Chamber of Commerce, les petites entreprises new-yorkaises ont absorbé 4,5 Md\$ de coûts liés aux droits de douane sur l'année écoulée, et que le nombre d'entreprises dans la ville a chuté d'environ 5 000 au printemps dernier.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le salon Vinexpo Americas 2026 s'est tenu à Miami du 29 au 30 avril avec de nombreux exposants français



Le Consul général de France à Miami, Raphaël Trapp, a rendu une visite très appréciée aux 38 exposants regroupés sous le pavillon français. Il était accompagné de Manilay Saito, Directrice générale de la division Agrotech de Business France Amérique du Nord et du Conseiller agricole en résidence à Washington

L'édition 2026 de Vinexpo Americas a réuni plus de 120 exposants de 25 pays et accueilli plus de 2100 visiteurs. Comme de coutume, la France représentait de loin le plus fort contingent avec plus du tiers des exposants, principalement regroupés sous la bannière Taste France du pavillon Business France.

La nouveauté de cette année était la forte présence d'acheteurs de pays d'Amérique centrale et du Sud et notamment du Mexique. L'objectif de l'organisateur Comexposium est en effet de promouvoir une internationalisation du salon avec la présence d'une forte composante d'acheteurs non états-uniens afin d'obtenir une

labellisation de l'USDA qui pourrait alors aider financièrement la présence d'exposants des Etats-Unis.

Les échanges conduits par le conseiller agricole ont montré une grande diversité des situations des producteurs français présents sur ce salon. En effet, dans un marché globalement plutôt difficile, certains ont expliqué que leurs flux d'affaires n'avaient pas fléchi, voire s'étaient renforcés (Sancerre, crémants d'Alsace, notamment) tandis que d'autres faisaient état de baisses de volumes en raison d'un niveau encore élevé de stock chez les grossistes. S'agissant des droits de douane, la préoccupation tenait finalement plus à l'incertitude entourant la politique tarifaire américaine, incertitude qui poussait certains acheteurs à l'attentisme, plutôt qu'au niveau des droits eux-mêmes (10 ou 15%). La parité euro-dollar, défavorable actuellement, était également citée comme facteur de préoccupation. Enfin, d'autres acteurs relativisaient la situation actuelle en rappelant le caractère cyclique du marché du vin aux Etats-Unis et d'autres périodes de crise intervenues au cours des vingt dernières années (crise économique de 2007/2008, droits de 25% liés au différend Airbus/Boeing sous le premier mandat de Donald Trump, crise COVID).

De façon générale, les exportateurs français rappellent le caractère incontournable du marché américain pour les vins et spiritueux puisque les Etats-Unis achètent plus de 20% des exportations totales françaises de V&S en valeur (1^{er} rang), avec 18% pour les vins et 28% pour les alcools.

Depuis l'élection de Donald Trump et jusqu'à fin mars 2026 (période de 17 mois), la France reste, en valeur, le premier fournisseur de vins des Etats-Unis avec une part de marché de 38,2% (en hausse d'1% par rapport aux 17 mois précédents), devant l'Italie (32,6% et -0,4%), la Nouvelle-Zélande (7,8% et -0,1%), l'Espagne (5,5% et -0,1%) et l'Australie (3,4% et -0,2%).

5. Maryland : une filière équine d'envergure tournée vers l'avenir



La semaine dernière, une délégation de conseillers agricoles européens s'est rendue dans l'État du Maryland afin de visiter et découvrir des infrastructures équestres emblématiques, témoignant du dynamisme et de l'importance de cette filière dans la région. Représentant près de 2,9 milliards de dollars annuels pour l'économie locale, l'industrie équine du Maryland repose principalement sur l'élevage ainsi que sur les courses de pur-sang et de trotteurs (respectivement *Thoroughbred horse* et *Standardbred horse*), tout en couvrant une large palette de disciplines : saut d'obstacles, dressage, polo, randonnée équestre, rodéo ou encore attelage.

Le Maryland se distingue également comme un haut lieu des compétitions hippiques et équestres internationales, accueillant notamment trois événements majeurs : le *Maryland 5-Star*, un concours complet international de niveau CCI 5* combinant dressage, saut d'obstacles et cross ; le *Washington Horse Show*, concours de saut d'obstacles international classé CSI 5* ; et la célèbre course *Preakness Stakes*. Cette dernière se tiendra exceptionnellement cette année à *Laurel Park* (Maryland), en raison d'importants travaux de rénovation du champ de course *Pimlico Race Course* entrepris par le *Maryland Jockey Club* en partenariat avec l'État du Maryland, dans l'objectif de renforcer le rayonnement de cet hippodrome, déjà mythique, sur la scène internationale.

Véritable terre de cheval, le Maryland ambitionne de valoriser l'ensemble de cette filière et de ses métiers. De la formation aux professions équines à l'agriculture dédiée à l'alimentation des chevaux, en passant par la reproduction, l'élevage, l'entraînement, ainsi que la médecine et la rééducation sportive, tout un écosystème s'y structure autour de ces athlètes d'exception.

La visite de sites hippiques revêtait un intérêt tout particulier pour la délégation française. A l'automne 2025, l'Etat du Maryland et la

région des Hauts-de-France ont en effet renouvelé leur accord de coopération (« *Memorandum of Understanding* »), comprenant - entre autres - un volet dédié aux métiers du cheval. Les rencontres avec les acteurs locaux ont ainsi permis d'envisager un éventuel déplacement d'une délégation du Maryland à Chantilly, temple du cheval du course en France, en 2027.

Brèves

- La confiance des agriculteurs américains a [chuté](#) en avril en raison du coût des intrants et de préoccupations sur leur disponibilité si le conflit au Moyen-Orient perdure. L'administration Trump peine toujours à apporter des réponses concrètes (financières ou non) de nature à les rassurer, en dehors du projet de réactivation du programme lancé sous la présidence de Joe Biden visant à encourager le développement de la production domestique d'engrais comme l'une des réponses d'alors aux conséquences du conflit russo-ukrainien.
- Le Farm Bill 2026, qualifié de « maigre » puisque les principales dispositions concernant le filet de sécurité pour les agriculteurs ont été adoptées dès la loi de réconciliation budgétaire du 4 juillet 2025, a fini par être adopté en plénière, à la Chambre des Représentants, le jeudi 30 avril. Le texte vaut essentiellement par les dispositions annexes qu'il porte et notamment : l'autorisation de la commercialisation de l'E15 toute l'année (qui fera l'objet d'un vote séparé la semaine prochaine), un amendement visant à laisser ou non les Etats fédérés libres de définir le contenu des étiquettes figurant sur les produits pesticides ou bien encore une disposition empêchant les Etats de prendre, comme la Californie avec la [Proposition 12](#), des mesures miroirs en matière de bien-être animal.
- Au-delà de ces mesures annexes qui divisent au sein même des deux camps et qui seront revues lors du passage au Sénat, l'affrontement principal entre les démocrates et les républicains concernera les conditions d'accès au SNAP qui ont été durcies lors de la loi de réconciliation de 2025 mais également les règles de cofinancement avec les Etats qui seront désormais mis à contribution à hauteur des indus de paiement de ce dispositif qu'ils gèrent sur fonds fédéraux. L'adoption de ce Farm Bill est loin d'être acquise dans la mesure où 60 voix (sur 100) sont nécessaires au Sénat, soit le ralliement, a minima, d'une petite dizaine de Sénateurs démocrates.

Numérique et innovation

6. Le CAISI signe des accords d'évaluation pré-déploiement avec Google DeepMind, Microsoft et xAI

Le 5 mai, le « Centre pour les Standards et l'Innovation en IA » (*Center for AI Standards and Innovation, CAISI*), rattaché au NIST au sein du département du Commerce (voir [Brèves sectorielles du 6 juin 2025](#)), a annoncé la signature de nouveaux accords avec Google DeepMind, Microsoft et xAI. Ces partenariats prévoient que les trois laboratoires fournissent au CAISI un accès à leurs « modèles d'IA de frontière » (*frontier AI models*) avant leur mise à disposition du public, ainsi qu'après leur déploiement, à des fins d'évaluation de leurs capacités et de leurs risques en matière de sécurité nationale. Dans le cadre de ces accords, les développeurs doivent également fournir fréquemment au CAISI des versions de leurs modèles dont les « garde-fous » (*safety guardrails*) ont été réduits ou supprimés afin de permettre des tests approfondis. Le CAISI indique avoir déjà réalisé plus de 40 évaluations de ce type, y compris sur des modèles non encore commercialisés. Ces nouveaux accords s'ajoutent à des partenariats similaires conclus en août 2024 avec Anthropic et OpenAI sous l'administration Biden, alors que l'organisme s'appelait encore l'« Institut pour la Sécurité de l'IA » (*AI Safety Institute, AISI*). Selon le communiqué du CAISI, ces accords antérieurs ont désormais été renégociés pour « refléter les priorités » de l'administration actuelle.

Ces annonces s'inscrivent dans un contexte de revirement notable de l'administration Trump sur la question de la sécurité de l'IA, largement catalysé par la diffusion du modèle Mythos par Anthropic début avril 2026 (voir [Brèves Sectorielles du 9 avril 2026](#)). Le *New York Times* a [rapporté](#) le 4 mai que l'administration envisageait un décret présidentiel qui établirait un « groupe de travail sur l'IA » (*AI working group*) réunissant dirigeants d'entreprises technologiques et responsables gouvernementaux, chargé d'examiner de possibles procédures de contrôle des modèles avant leur mise en circulation. Selon *Politico*, la Maison-Blanche [envisagerait](#) un décret qui, au-delà du mécanisme de contrôle pré-déploiement, interdirait au secteur privé d'« interférer » (*interfering*) avec l'utilisation par le gouvernement des modèles d'IA et instaurerait des normes plus strictes en matière de « résiliation des contrats avec les fournisseurs fédéraux » (*contracting and termination standards*)—des dispositions qui semblent directement liées au bras de fer entre le Pentagone et Anthropic. Le directeur du Conseil économique national, Kevin Hassett, a confirmé sur Fox Business le 6 mai que la Maison-Blanche

étudiait un décret permettant de bloquer la diffusion de modèles jugés dangereux, comparant le processus envisagé à celui de la FDA pour les médicaments. La Maison-Blanche a toutefois qualifié les discussions sur un éventuel décret de « spéculation », indiquant que toute annonce viendrait directement du président.

Brèves

- Le 29 avril, le Département du Travail a [annoncé](#) le lancement d'un portail en ligne (AI in Registered Apprenticeship Innovation Portal) destiné à faciliter l'intégration de compétences en intelligence artificielle dans les programmes d'apprentissage professionnel certifiés par le gouvernement fédéral (Registered Apprenticeship) — programmes de formation structurés, combinant travail rémunéré et enseignement technique, créés et gérés par des employeurs ou des organismes de formation agréés. Le portail propose des modules de formation adaptés par secteur (santé, finance, industrie, éducation), des ressources de « culture IA » (AI literacy) et des parcours permettant de créer de nouveaux programmes dédiés à l'IA ou de mettre à jour des programmes existants. Cette initiative prolonge le cadre de référence en matière de « culture IA » (AI Literacy Framework) publié par le département en février 2026 en application du plan d'action fédéral sur l'IA (AI Action Plan) de juillet 2025.
- Le 30 avril, la Federal Communications Commission (FCC) a [adopté](#) une réforme des règles régissant le partage des fréquences entre systèmes satellitaires. Le cadre précédent, datant de la fin des années 1990, limitait de fait à un seul le nombre de satellites pouvant desservir simultanément une même zone géographique afin de protéger les satellites géostationnaires traditionnels contre les interférences. Le nouveau cadre en autorise jusqu'à huit, multipliant par sept la capacité du haut débit satellitaire selon la FCC, qui estime les bénéfices économiques à plus de 2 Mds\$. Cette réforme devrait bénéficier en premier lieu à Starlink (SpaceX) et à Amazon Leo, les deux principales constellations en orbite basse actuellement en service ou en cours de déploiement.
- Le 1er mai, le Département de la Guerre a [annoncé](#) avoir conclu des accords avec huit entreprises technologiques — SpaceX, OpenAI, Google, Nvidia, Microsoft, Amazon Web Services, Reflection et Oracle — en vue de déployer leurs capacités d'IA sur les réseaux classifiés du département (niveaux IL6 et IL7, correspondant aux informations classées « secret » et aux données à accès restreint). Selon le

communiqué, ces accords visent à « accélérer la transformation vers une force militaire fondée sur l'IA » (*AI-first fighting force*). Le département a précisé que cette approche multi-fournisseurs visait à « prévenir toute dépendance à un seul fournisseur d'IA » (*prevent AI vendor lock-in*). Anthropic, qui avait été la première entreprise d'IA à déployer ses modèles sur les réseaux classifiés du Pentagone, est absente de cette liste à la suite du différend l'opposant à l'administration sur les conditions d'utilisation de ses modèles à des fins militaires.

- Le 6 mai, Anthropic et SpaceX ont [annoncé](#) la conclusion d'un accord aux termes duquel Anthropic utilisera l'intégralité de la capacité de calcul du centre de données Colossus 1 de xAI (filiale de SpaceX), représentant plus de 300 MW et 220 000 processeurs graphiques Nvidia. Cette capacité, dont la mise en service est prévue dans les semaines à venir, permettra à l'entreprise de relever les limites d'utilisation imposées aux abonnés de ses produits Claude Code et de son interface de programmation (API). L'accord vient s'ajouter aux partenariats d'infrastructure récemment conclus par Anthropic avec Amazon (5 GW), Google et Broadcom (5 GW), ainsi que Microsoft et Nvidia (30 Mds\$ de capacité Azure). Les deux entreprises ont par ailleurs fait part de leur intérêt pour le développement conjoint de capacités de calcul en orbite.

Santé

7. HHS lance un plan d'action contre la surprescription de médicaments psychiatriques

Le 4 mai, lors d'un sommet organisé par l'Institut MAHA, le Secrétaire à la Santé américain, Robert F. Kennedy Jr., a [présenté](#) un plan d'action visant à réduire la surprescription de médicaments psychiatriques, dont il a estimé que certains étaient plus addictogènes que l'héroïne. Ce plan entend promouvoir une prescription psychiatrique appropriée et encourager la déprescription lorsqu'elle est cliniquement indiquée, à travers une approche combinant éducation, actions programmatiques et initiatives de recherche appliquée.

Dans la foulée de cette annonce, le Département de la Santé (HHS) a [publié](#) une lettre adressée aux professionnels de santé, les invitant à privilégier le consentement éclairé et la prise de décision partagée, et à envisager des alternatives non médicamenteuses telles que la

psychothérapie, le soutien familial, la nutrition et l'activité physique. Par ailleurs, l'agence fédérale Centers for Medicare & Medicaid Services (CMS) a diffusé des instructions précisant les modalités de remboursement pour les actes de déprescription dans le cadre de Medicare, ce qui constitue une première selon les responsables de l'administration.

Dans les mois à venir, HHS doit publier un rapport sur les tendances de prescription et organiser des webinaires de formation à destination des prescripteurs sur les effets secondaires des médicaments psychiatriques et les approches de déprescription. En juillet, HHS réunira également un groupe d'experts pour contribuer à l'élaboration de recommandations cliniques formelles sur l'usage approprié de ces médicaments et leur arrêt progressif.

8. La Cour Suprême rétablit temporairement l'accès à la pilule abortive par correspondance

Le 4 mai, la Cour Suprême a [accordé](#) un sursis d'une semaine rétablissant l'accès par correspondance à la pilule abortive mifépristone. Cette décision fait suite au recours en urgence déposé le 2 mai par les deux fabricants du médicament, Danco Laboratories et GenBioPro, requérant la suspension d'une décision de la 5^e cour d'appel, rendue à la demande de l'État de Louisiane et rétablissant, à l'échelle nationale, l'obligation de se procurer le médicament en personne, en référence aux règles en vigueur avant 2022.

Les deux sociétés avaient toutes deux qualifié cette décision d'« inédite », Danco faisait valoir qu'elle « injectait une confusion immédiate dans des décisions médicales hautement urgentes », tandis que GenBioPro estimait qu'elle « déclenchait un chaos réglementaire ».

Depuis la pandémie de Covid-19, les femmes avaient la possibilité d'obtenir la mifépristone via des consultations en télémédecine, et l'administration Biden avait officialisé en 2023 la suppression de l'obligation de visite médicale en personne, après que la Cour suprême eut annulé l'arrêt *Roe v. Wade*. La Louisiane, dont la législation interdit presque totalement l'avortement, avait engagé ce recours en faisant valoir que cet accès en télémédecine contrevenait à sa propre loi.

La Cour Suprême a enjoint les parties de rendre leurs arguments avant la fin de journée le 7 mai, le sursis permettant l'accès continu à la mifépristone par correspondance devant quant à lui expirer le 11 mai.

Brèves

- Le 6 mai, le géant pharmaceutique américain Eli Lilly a [annoncé](#) s'engager à investir 4,5 Md\$ additionnels dans le développement de deux de ses trois sites à Lebanon, dans l'Indiana. Ce nouvel engagement porte le montant total des investissements de l'entreprise dans son Etat d'origine à 21 Md\$ depuis 2020.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)